

# La famille d'une journaliste italienne disparue sollicite l'aide de Gemayel

La mère et le frère d'une jeune journaliste italienne, Graziella de Palo, qui a disparu au Liban le 1er septembre 1980, une semaine après son arrivée à Beyrouth via Damas, ont tenu hier une conférence de presse à l'hôtel "Le Marly", à Hamra. Mme Renata de Palo, et son fils Giancarlo ont souligné qu'ils sont venus à Beyrouth afin de demander l'aide du président Amine Gemayel pour retrouver la jeune journaliste disparue.

Graziella de Palo, née en 1956, travaillait pour un journal de gauche italien le "Paese Sera" et était favorable à la cause palestinienne.

La dernière fois qu'elle a été aperçue, elle se rendait au siège du Front populaire pour la libération de la Palestine, près de l'Université arabe de Beyrouth, en compagnie d'un autre journaliste italien, Italo Toni (51 ans), collaborateur à l'Agence Nouvelle (Agenzia Notizie). Graziella et son compagnon étaient descendus à l'hôtel "Triumph", à Hamra. Les deux journalistes italiens étaient entrés à Beyrouth sans visa à l'invitation de l'Organisation de Libération de la Palestine, le 23 août 1980.

La jeune journaliste italienne et son compagnon étaient arrivés à Damas le 22 août 1980. Sa mère et son frère ont indiqué qu'ils sont porteurs d'un message du président de la République italienne, M. Sandro Pertini, au président Amine Gemayel. Ils ont précisé qu'ils attendent que les services de la présidence leur fixent un rendez-vous.

Ce n'est pas la première fois que la famille de Graziella de Palo effectue un séjour à Beyrouth pour tenter de retrouver la jeune journaliste disparue. La mère et le frère de la jeune fille sont déjà venus au Liban en avril 1981 et en juin 1981. Ils sont accompagnés, cette fois, de journalistes italiens membres d'un "Comité pour la défense des collègues disparus au Liban".

Selon le frère de la jeune journaliste disparue, les gouvernements italien et libanais disposent de "renseignements utiles" permettant de retrouver la trace de Graziella. "Nous sommes venus au Liban pour réactiver les recherches", a souligné M. Giancarlo de Palo (28 ans). "En avril 1981, nous avons demandé à être recus par le président syrien Hafez Assad. Nous attendons toujours".

De son côté, la mère de la journaliste italienne, Mme. Renata de Palo, a déclaré que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, lui avait affirmé en avril 1981 que sa fille était en vie, mais qu'il n'était pas en mesure de la renseigner sur le sort d'Italo Tomi. "Arafat, a déclaré Mme de Palo, a dit que ma fille était en vie, mais il n'a pas précisé où elle se trouvait". Elle a ajouté, d'autre part, qu'elle avait relancé à plusieurs reprises le CICR, Amnesty International, les autorités du Vatican, la Sureté générale libanaise et les gouvernements libanais et italien.

Hier, Mme. de Palo a été recue par le ministre de la Justice, M. Roger Chikhani, qui lui a promis de s'employer à retrouver la trace de la jeune journaliste italienne et de son compagnon. M. Chikhani a indiqué par la suite qu'il avait demandé à ses visiteurs de relancer la Sureté générale et le procureur général près la Cour de cassation. Il a tenu à rappeler toutefois que Graziella de Palo et son compagnon étaient entrés au Liban sans visa. "De ce fait, a-t-il souligné, la responsabilité du Liban dans cette affaire doit être écartée".